



**Françoise CANTENEUR**

**Architecte D.P.L.G.**

Bureau de Bienfaisance - Fondation Mesny  
Le Président : M. END Jérôme  
22 Place du Palais  
57630 Vic-Sur-Seille

Réf. : 16003

## **Restructuration d'une maison d'habitation en logements**

### **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)**

La personne publique - M. le Président : M. END Jérôme

Opération :

restructuration d'une maison d'habitation en logements 5 Place du Tripot 57630 Vic-Sur-Seille

#### **OBJET DU MARCHE ET DESIGNATION DES CONTRACTANTS**

Le présent marché, régi par le présent CCAP, est un marché public relatif à l'opération de l'acte d'engagement et ayant pour objet la réalisation de la mission définie.

L'ouvrage sur lequel porte la mission de maîtrise d'œuvre appartient à la catégorie « réutilisation ou réhabilitation d'ouvrage de Bâtiment ».

Il est conclu entre :

- la personne publique désignée dans l'acte d'engagement, dénommée « maître d'ouvrage » dans le présent CCAP
- et le titulaire du marché désigné dans l'acte d'engagement dénommé « entreprise » dans le présent CCAP.

Il fait suite à un appel d'offres organisé par le maître d'ouvrage et sous la direction du maître d'œuvre, l'Architecte.

#### **1. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

Pièces particulières :

- l'acte d'engagement et les éventuelles autres annexes

- le présent CCAP et ses annexes éventuelles
- le CCTP qui définit le contenu des éléments de mission et ses annexes

## 2. ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

☒ la personne habilitée à signer le marché : le Président : M. END Jérôme  
La personne habilitée à signer le marché est chargée de mettre en œuvre les procédures de passation et d'exécution des marchés à signer.

☒ le mandataire : le Président : M. END Jérôme

☒ le conducteur d'opération : le Président : M. END Jérôme. Le conducteur d'opération assure une mission d'assistance générale à caractère administratif, financier et technique.

☒ le maître d'œuvre : l'Architecte : M<sup>me</sup> Canteneur Françoise - Architecte D.P.L.G.  
Le maître d'œuvre assure la direction du chantier et en rend compte au maître d'ouvrage.

## 3. L'ENTREPRISE : LE CONTRACTANT

Le contractant est une personne physique ou morale qui est désignée dans l'acte d'engagement :

L'ENTREPRISE \_\_\_\_\_ EST REPRESENTEE PAR  
M<sup>r</sup> \_\_\_\_\_

## 4. MISSION DE L'ENTREPRISE

La mission de l'entreprise est définie dans le CCTP.

**Délai :**

**Le marché est conclu à compter de sa notification jusqu'au parfait achèvement des travaux.  
Le chantier est prévu du 22 octobre 2018 au 30 juin 2019.**

## 5. REMUNERATION DES ENTREPRISES

Sur présentation des factures en fonction de l'avancement des travaux et après vérification de ces dernières par l'architecte.

Les acomptes seront payés au pourcentage selon l'avancement des travaux d'après le DQE initial.

### Retenue de garantie :

Le marché prévoit une retenue de garantie, à la charge du titulaire, elle sera prélevée sur chacun des versements. Le montant de la retenue de garantie ne peut être supérieur à 5% du montant initial augmenté, le cas échéant, du montant des avenants. La retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves à la réception des travaux, ainsi que celles formulées, pendant le délai de garantie.

- Décompte général – Etat du solde  
Le maître d'ouvrage établit le décompte général dans un délai maximum de 30 jours

Le décompte général comprend :  
1. le décompte final

2. la récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître d'ouvrage
3. le montant en prix de base, hors TVA, du solde. Ce montant est la différence entre le décompte final et le dernier périodique ( $3 = 2 - 1$ )
4. l'incidence de la TVA

- Délai de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, soldes et indemnités est fixé à 45 jours.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception par le maître d'ouvrage de la demande de paiement.

## 6. ASSURANCES

L'entreprise assume l'ensemble de ses responsabilités professionnelles.

L'attestation d'assurance professionnelle de l'entreprise est jointe au présent contrat.

## 7. DIFFERENDS ET RESILIATION

### 7.1 REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS

#### 7.1.1 Conciliation par un tiers

En cas de différend portant sur le respect des clauses du présent marché, les parties conviennent de saisir pour avis : l'architecte avant toute procédure judiciaire.

Cette saisine intervient sur l'initiative de la partie la plus diligente.

#### 7.1.2 Saisine du comité consultatif de règlement amiable

A défaut de parvenir à un accord amiable, et avant de saisir la juridiction compétente, pour les litiges nés de l'exécution du marché, les parties peuvent convenir de saisir le comité consultatif de règlement amiable qui est chargé de trouver une solution amiable et équitable.

### 7.2 RESILIATION DU MARCHE

#### 7.2.1 Résiliation sur décision du maître d'ouvrage

Si le maître d'ouvrage décide la cessation définitive de la mission de l'entreprise sans que cette dernière ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision doit être notifiée et la fraction de la mission déjà accomplie est rémunérée sans abattement.

### 7.2.2 Résiliation sur demande de l'entreprise

Si l'entreprise rencontre des difficultés imprévisibles dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, il peut en demander la résiliation au maître d'ouvrage. Les prestations réalisées sont réglées sans battement.

### 7.2.3 Résiliation aux torts de l'entreprise

Si le présent marché est résilié aux torts de l'entreprise, la fraction des prestations déjà accomplies par l'entreprise et acceptées par le maître d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %.

Toutefois, en cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire, les prestations sont réglées sans abattement.

## 7.3 TRIBUNAL COMPETENTE EN CAS DE LITIGE

En cas de litige, les parties conviennent, de saisir :

Le tribunal administratif dans le ressort duquel se situe le maître d'ouvrage

## 7.4 PENALITES

Des pénalités peuvent être imputées et conformes aux cahiers des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics.

Fait à Vic-Sur-Seille, le 2018

Le maître d'ouvrage,

Fait à Vic-Sur-Seille, le 2018

Le maître d'oeuvre,

Lu et approuvé par l'entreprise,

Fait à Vic-Sur-Seille, le 2018